

Les cours de religion doivent-ils être maintenus dans les écoles ?

"Pour faire face aux questions des élèves concernant les événements des dernières semaines, nous avons proposé aux professeurs de religion d'organiser ensemble des cours communs en présence de tous. Cela a très bien marché. Personnellement, je suis dubitatif quant à l'instauration de cours de citoyenneté. Quelle en sera leur teneur ? Comment vont être certifiés les enseignants ? Quel intérêt si tous les réseaux ne suivent pas à la même vitesse ? Je ne veux pas que les cours de religion soient supprimés et remplacés par d'autres amenés dans l'urgence. De plus, je suis d'avis que l'apprentissage des différentes religions doit se faire de façon encadrée. Si on laisse cela aux familles, on prend le risque de s'exposer à certaines dérives. C'est le cas de la France, qui n'exerce plus aucun contrôle sur le prosélytisme religieux."

MANUEL DONY,
PRÉFET DE L'ATHÉNÉE ROYAL D'ANS

"Je pense que les cours de religion n'ont plus vraiment leur place dans l'école d'aujourd'hui. Les cours de citoyenneté sont beaucoup plus adaptés à la société dans laquelle nous vivons. Ils permettent de rassembler tous les élèves dans une même classe et de travailler aussi sur la connaissance de l'autre. Mieux se connaître, cela a comme effet de diminuer l'intolérance et de promouvoir le fameux "vivre ensemble". Les cours de religion ont comme effet de séparer les jeunes et de leur donner une seule et unique vision de la croyance. D'après moi, la religion relève du privé et doit se cantonner à cette sphère. Si les cours de religion veulent rester dans nos écoles, il faut que le message qui y est diffusé soit beaucoup plus contrôlé afin d'éviter les dérapages. Ce qui est loin d'être le cas maintenant."

MARC TARABELLA,
DÉPUTÉ EUROPÉEN (PS)

L'ÉCOLE NE SAIT PLUS à quel saint se vouer

L'accord du gouvernement prévoit de remplacer les cours de religion par des cours de citoyenneté, ce qui ne fait pas que des heureux

Après les événements tragiques des dernières semaines, les cours de religion sont revenus au centre du débat. Alors que l'accord du gouvernement prévoit de les supprimer et de les remplacer par des cours dits de citoyenneté, de nombreuses voix s'insurgent et plaident pour leur maintien.

Le sujet est dans toutes les bouches. Les politiques ont décidé de rebondir et ne cachent pas leurs dissensions.

D'un côté, Joëlle Milquet

(CDH), ministre de l'Enseignement fondamental, qui récusé la suppression des cours de religion. De l'autre, Jean-Claude Marcourt (PS), ministre de l'Enseignement supérieur dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. "Dans l'accord de gouvernement, il y a déjà le fait de dire : il faut une heure de citoyenneté, d'étude des religions. C'est un premier pas à mes yeux. Je suis respectueux de l'accord de gouvernement. En tant que ministres, on l'appli-